



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES













Prestations de nettoyage des sites et l'entretien de la vitrerie de l'université de Reims Champagne-Ardenne

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 05 mars 2026 à 12 :00

Université de Reims Champagne-Ardenne
2 avenue Robert Schuman
51100 Reims

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Prestations de nettoyage des sites et de la vitrerie de l'université de Reims Champagne-Ardenne
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	9
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire. Toutefois, dans le cas où le titulaire serait un groupement conjoint, il devra désigner un mandataire solidaire du groupement, ou bien il devra se reconstituer en groupement solidaire au moment de l'exécution du marché.
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Visite sur site	Visite obligatoire

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.5 - Nomenclatures	6
2 - Conditions de la consultation	7
2.1 - Délai de validité des offres	7
2.2 - Forme juridique du groupement	7
2.3 - Variantes.....	7
2.4 - Contrats réservés.....	7
2.5 - Développement durable.....	7
2.6 - Insertion par l'activité économique.....	8
2.7 - Plan de progrès	8
3 - Conditions relatives au contrat	8
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	8
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	8
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
4 - Contenu du dossier de consultation	9
5 - Présentation des candidatures et des offres	9
5.1 - Documents à produire.....	9
5.2 - Visites sur site.....	12
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis- Transmission électronique.....	12
7 - Examen des candidatures et des offres	14
7.1 - Sélection des candidatures.....	14
7.2 - Attribution des accords-cadres	14
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	15
8 - Renseignements complémentaires.....	15
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
8.2 - Procédures de recours.....	15
8.3 - Organe chargé de la médiation	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les prestations de nettoyage des sites et l'entretien de la vitrerie de l'université de Reims Champagne-Ardenne.

Le présent accord-cadre a pour objet l'exécution des prestations de nettoyage des locaux, ces prestations à effectuer ont pour but de maintenir les équipements, locaux et surfaces dans de bonnes conditions de propreté, d'hygiène et de confort pour les usagers ainsi que l'entretien de l'ensemble de la vitrerie des bâtiments de l'université de Reims Champagne-Ardenne.

Les prestations s'exécutent sur l'ensemble des sites de l'université de Reims Champagne-Ardenne.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

La présente consultation fera l'objet d'un accord-cadre « composite » conclu avec un seul opérateur économique.

Les prestations sont réparties en 9 lots :

Lots	Désignation
01	Nettoyage - Ardennes Sites : EiSiNe - IUT RCC site de Charleville-Mézières, Inspe de Charleville-Mézières
02	Nettoyage - Aube/Haute-Marne Troyes : Campus des Comtes de Champagne - Médecine préventive - Gymnase - IUT de Troyes - SSE de Troyes Chaumont : Inspe de Chaumont
03	Nettoyage - Reims Zone A Campus Croix-Rouge, Pôle Santé, Villa Douce, Inserm Santé
04	Nettoyage - Reims Zone B CREA - ESiReims - annexe ESIREIMS - INSERM Physique - Campus Moulin de la Housse - IUT RCC site de Reims, CREA - AEROLAB - Inspe centre et Inspe de Reims - Villa Bissinger
05	Nettoyage - Siège de l'université - Reims (lot réservé)
06	Nettoyage - Châlons-en-Champagne (lot réservé) Ilots des savoirs
07	Vitrerie - Marne Ensemble des Campus de Reims et Campus de Châlons-en-Champagne
08	Vitrerie - Ardennes Campus de Charleville-Mézières
09	Vitrerie - Aube et Haute-Marne Ensemble des Campus de Troyes et Inspe de Chaumont

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

La valeur **maximale** du besoin pour toute la durée du contrat, en ce qui concerne les lots relatifs aux prestations de nettoyage est de 7 150 000,00 € HT. La valeur maximale du besoin en ce qui concerne les prestations d'entretien et de nettoyage de la vitrerie pour toute la durée du contrat est estimé à 150 000,00 € HT soit 7 300 000,00 € HT pour l'ensemble des lots de la consultation, les informations détaillées sont disponibles à l'article 5.4 de l'acte d'engagement.

Les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 comprennent une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire, et une partie à un accord-cadre à bons de commande.

Les lots n°7, 8 et 9 ne comprennent pas de prestations permanentes (marché ordinaire), mais uniquement des prestations ponctuelles (accord-cadre à bons de commande).

Les prestations relevant de la partie "marché ordinaire" sont les suivantes :

Lots	Prestations relevant de la partie marché ordinaire
01	Prestations permanentes Désignation détaillée : Les prestations permanentes, assurées toutes l'année pour les sites et bâtiments désignés au sein de l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, respectivement pour chaque lot. La liste n'étant pas exhaustive, un ajout ou un retrait de site/bâtiment est susceptible de survenir pendant la durée du présent accord-cadre.
02	Prestations permanentes Désignation détaillée : Les prestations permanentes, assurées toutes l'année pour les sites et bâtiments désignés au sein de l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, respectivement pour chaque lot. La liste n'étant pas exhaustive, un ajout ou un retrait de site/bâtiment est susceptible de survenir pendant la durée du présent accord-cadre.
03	Prestation permanentes Désignation détaillée : Les prestations permanentes, assurées toutes l'année pour les sites et bâtiments désignés au sein de l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, respectivement pour chaque lot. La liste n'étant pas exhaustive, un ajout ou un retrait de site/bâtiment est susceptible de survenir pendant la durée du présent accord-cadre.
04	Prestations permanentes Désignation détaillée : Les prestations permanentes, assurées toutes l'année pour les sites et bâtiments désignés au sein de l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, respectivement pour chaque lot. La liste n'étant pas exhaustive, un ajout ou un retrait de site/bâtiment est susceptible de survenir pendant la durée du présent accord-cadre.
05	Prestations permanentes Désignation détaillée : Les prestations permanentes, assurées toutes l'année pour les sites et bâtiments désignés au sein de l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, respectivement pour chaque lot. La liste n'étant pas exhaustive, un ajout ou un retrait de site/bâtiment est susceptible de survenir pendant la durée du présent accord-cadre.
06	Prestations permanentes Désignation détaillée : Les prestations permanentes, assurées toutes l'année pour les sites et bâtiments désignés au sein de l'annexe n°2 de l'acte d'engagement, respectivement pour chaque lot. La liste n'étant pas exhaustive, un ajout ou un retrait de site/bâtiment est susceptible de survenir pendant la durée du présent accord-cadre.

Il n'est pas prévu de prestations permanentes pour les lots 7, 8 et 9 - Vitreries

Les prestations relevant de la partie "accord-cadre à bons de commande" sont les suivantes :

Lots	Prestations relevant de la partie accord cadre
01	Prestations ponctuelles de nettoyage Désignation détaillée : Les prestations ponctuelles, pourront être commandées pendant toute la durée de l'accord-cadre, à la survenance du besoin, pour une intervention unique sur une surface précise.
02	Prestations ponctuelles de nettoyage Désignation détaillée : Les prestations ponctuelles, pourront être commandées pendant toute la durée de l'accord-cadre, à la survenance du besoin, pour une intervention unique sur une surface précise.

03	Prestations ponctuelles de nettoyage
Désignation détaillée : Les prestations ponctuelles, pourront être commandées pendant toute la durée de l'accord-cadre, à la survenance du besoin, pour une intervention unique sur une surface précise.	
04	Prestations ponctuelles de nettoyage
Désignation détaillée : Les prestations ponctuelles, pourront être commandées pendant toute la durée de l'accord-cadre, à la survenance du besoin, pour une intervention unique sur une surface précise.	
05	Prestations ponctuelles de nettoyage
Désignation détaillée : Les prestations ponctuelles, pourront être commandées pendant toute la durée de l'accord-cadre, à la survenance du besoin, pour une intervention unique sur une surface précise.	
06	Prestations ponctuelles de nettoyage
Désignation détaillée : Les prestations ponctuelles, pourront être commandées pendant toute la durée de l'accord-cadre, à la survenance du besoin, pour une intervention unique sur une surface précise.	
07	Prestations ponctuelles d'entretien de la vitrerie
Désignation détaillée : Toute intervention est conditionnée par l'émission préalable d'un bon de commande par l'université, qui agira comme ordre de service.	
08	Prestations ponctuelles d'entretien de la vitrerie
Désignation détaillée : Toute intervention est conditionnée par l'émission préalable d'un bon de commande par l'université, qui agira comme ordre de service.	
09	Prestations ponctuelles d'entretien de la vitrerie
Désignation détaillée : Toute intervention est conditionnée par l'émission préalable d'un bon de commande par l'université, qui agira comme ordre de service.	

Les prestations s'exécutent sur l'ensemble des sites de l'université de Reims Champagne-Ardenne.

1.5 - Nomenclatures

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
90910000-9	Services de nettoyage
90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments
90911300-9	Services de nettoyage de vitres

Lots	Code principal	Description
01	90910000-9	Services de nettoyage
01	90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
01	90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments
02	90910000-9	Services de nettoyage
02	90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
02	90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments
03	90910000-9	Services de nettoyage
03	90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
03	90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments
04	90910000-9	Services de nettoyage

04	90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
04	90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments
05	90910000-9	Services de nettoyage
05	90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
05	90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments
06	90910000-9	Services de nettoyage
06	90919200-4	Services de nettoyage de bureaux
06	90911200-8	Services de nettoyage de bâtiments
07	90911300-9	Services de nettoyage de vitres
08	90911300-9	Services de nettoyage de vitres
09	90911300-9	Services de nettoyage de vitres

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Toutefois, dans le cas où le titulaire serait un groupement conjoint, il devra désigner un mandataire solidaire du groupement, ou bien il devra se reconstituer en groupement solidaire au moment de l'exécution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Contrats réservés

En vertu de l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique, les lots définis ci-dessous sont réservés aux entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail ou à des structures équivalentes, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Lots	Désignation
05	Nettoyage - Siège de l'université - Reims (lot réservé)
06	Nettoyage - Châlons-en-Champagne (lot réservé) Ilots des savoirs

Un acheteur ne peut réserver un marché ou un même lot à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13-1 du Code de la commande publique et aux opérateurs économiques mentionnés au premier alinéa de l'article L. 2113-14 du même code et qui ne satisfont pas à ces mêmes conditions.

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.6 - Insertion par l'activité économique

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le CCAP une clause obligatoire d'insertion sociale et de promotion de l'emploi permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.

Le dispositif consiste à réserver, dans le cadre de l'exécution des prestations, une partie du temps de travail nécessaire à leur réalisation au bénéfice des publics prioritaires mentionnés dans le CCAP.

Le volume horaire d'insertion à la charge du titulaire est indiqué dans le CCAP et repris au sein de l'acte d'engagement.

Cette action d'insertion sociale concerne les lots suivants :

Lots	Désignation
01	Nettoyage - Ardennes Sites : EiSINe - IUT RCC site de Charleville-Mézières, Inspe de Charleville-Mézières
03	Nettoyage - Reims Zone A Campus Croix-Rouge, Pôle Santé, Villa Douce, Inserm Santé
04	Nettoyage - Reims Zone B CREA - ESIREims - annexe ESIREIMS - INSERM Physique - Campus Moulin de la Housse - IUT RCC site de Reims, CREA - AEROLAB - Inspe centre et Inspe de Reims - Villa Bissinger

Pour toute information qui leur serait utile sur la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale (conseils sur les contrats, mise en relation avec les structures locales...), les candidats pourront contacter le facilitateur des clauses sociales, dont les coordonnées leurs seront transmises ultérieurement.

2.7 - Plan de progrès

Le pouvoir adjudicateur a décidé de s'inscrire dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations. A ce titre, le pouvoir adjudicateur et le titulaire élaboreront conjointement un plan de progrès au cours de la phase d'exécution du contrat, et ce dans les conditions définies au CCAP.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières :
 - Annexe n°2 à l'Acte d'engagement Pièce financière – pour les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 « nettoyage ».
 - Annexe n°3 à l'Acte d'engagement Pièce financière – pour les lots n°7, 8 et 9 « vitrerie ».
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) suivants :
 - le CCTP pour les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 « nettoyage ».
 - le CCTP pour les lots n°7, 8 et 9 « vitrerie ».et leurs annexes :
 - Annexe n°1 du CCTP Adresse des sites - pièce commune à tous les lots
 - Annexe n°2 du CCTP Fiche d'évaluation – pour les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 « nettoyage ».
 - Annexe n°3 du CCTP Surface des lots - pièce commune à tous les lots.
 - Annexe n°4 du CCTP Gamme opératoire – pour les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 « nettoyage ».
 - Annexe n°5 du CCTP Cadre de réponse - – pour les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 « nettoyage » à compléter.
 - Annexe n°6 du CCTP Liste de reprise des personnels – pour les lots n°1, 2, 3, 4, 5 et 6 « nettoyage ».
 - Annexe n°7 du CCTP tableau modèle de reprise des personnels -pour les lots n°1, 2 ,3, 4, 5 et 6 « nettoyage ».
 - Annexe n°8 du CCTP Cadre de réponse technique – pour les lots n°7, 8 et 9 « vitrerie » à compléter.
 - Annexe n°9 du CCTP Liste des moyens d'accès spécifiques proposés- pour les lots n°7, 8 et 9 « vitrerie » à compléter.
 - Annexe n°10 du CCTP Modèle fiche contrôle qualité – pour les lots n°7, 8 et 9 « vitrerie ».
- La fiche fournisseur vierge
- Les formulaires DC1 et DC2

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail et dans la mesure du possible une attestation de versement AGEFIPH.	Non
Moyens de preuve attestant du caractère de structures du secteur adapté et protégé. Pour les lots n°5 et 6 Nettoyage – Siège de l'université et Châlons-en-Champagne.	Non
<u>Pour les Entreprises Adaptées</u> (L5213-13 du code du travail), un contrat d'objectif valant agrément ou un certificat administratif portant reconnaissance du statut d'entreprise adaptée délivré par la direction régionale chargée de l'emploi et de la formation professionnelle. Pour les lots n°5 et 6 Nettoyage – Siège de l'université et Châlons-en-Champagne.	Non
<u>Pour les Etablissement et service d'aide par le travail selon</u> la réglementation en vigueur (article L. 344-2 et s. du code de l'action sociale et des familles), la date de publication au recueil des actes administratifs de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création, et produire l'arrêté. Pour les lots n°5 et 6 Nettoyage – Siège de l'université et Châlons-en-Champagne.	Non
<u>Pour les structures équivalentes (aux entreprises susmentionnées)</u> tous documents justifiant que la structure détient une vocation sociale et emploie au moins 50% de personne en situation de handicap. Pour les lots n°5 et 6 Nettoyage – Siège de l'université et Châlons-en-Champagne.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Fiche fournisseur complétée, accompagnée d'un RIB	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Le candidat fournira, dans le cadre de sa candidature, tout certificat de qualification professionnelle, le cas échéant.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NB : le DUME (Document unique de marché européen) « standard » peut être utilisé en lieu et place des éléments mentionnées ci-dessus, néanmoins en cas de mention non-renseignée, le pouvoir adjudicateur pourra demander que les formulaires DC1 et DC2 soient complétés en guise de complément de la candidature.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes à compléter :	Non
Les annexes 2 et/ou 3 à l'AE - décomposition du prix global et forfaitaire valant BPU pour les prestations annexes, sera à compléter de façon exhaustive, dans l'ensemble de ses lignes, et à remettre au <u>format Excel ou équivalent</u> exclusivement (pour tous les lots)	Non
Le (ou les) cadre(s) de mémoire technique(s) (correspondant à l'objet du lot) complété exhaustivement (justifiant des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat ou de la conformité en lien avec les conditions du contrat). Il s'agit des annexes au CCTP n°5 pour le nettoyage et n°8 pour la vitrerie. (pour tous les lots)	Non
Le candidat fournira, à l'appui de son offre, un mémoire technique sur l'organisation humaine et le management de la prestation. (pour tous les lots)	Non
Le candidat fournira, à l'appui de son offre, la liste des produits utilisés, accompagnés de leurs fiches techniques et sécurités correspondantes. (pour tous les lots)	Non
Le candidat, remettra à l'appui de son offre, le certificat de visite, obligatoirement. (pour tous les lots)	Non
L'annexe n°9 du CCTP - Liste des moyens d'accès spécifiques proposés (pour les lots n°7,8 et 9 « vitrerie »).	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Les visites auront lieu sur l'ensemble des sites de l'université de Reims Champagne-Ardenne. Une prise de rendez-vous est nécessaire auprès de Monsieur ROLLAND par courriel à l'adresse suivante :

fabien.rolland@univ-reims.fr copie à direction.achats@univ-reims.fr.

09 février 2026

- 10h30 : rdv Siège de l'Université : visite Siège de l'université
- 14h : rdv Coquille Campus Croix Rouge : visite Campus Croix Rouge

10 février 2026

- 10h : rdv Campus des Comtes de Champagne : visite des sites de Troyes

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis- Transmission électronique

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document. Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plate-forme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre. La réponse doit être impérativement **reçue** avant la date et heure limite de la consultation. Le dépôt de l'offre est horodaté et donne lieu à un accusé de réception envoyé par mail confirmant la date et l'heure de réception de manière certaine.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir un dossier comportant les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
Université de Reims Champagne-Ardenne
Direction des Achats et des Marchés
2 avenue Robert Schuman
51100 Reims

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles, à l'exception des annexes financières qui devront être remises au format Excel exclusivement.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots n°01, 02, 03, 04, 05, 06 en ce qui concerne **les prestations de nettoyage**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50.0 %
1.1-Prix forfaitaire (analysé sur les prix forfaitaires pour la durée du contrat)	45.0 %
1.2-Prix unitaires (analysé sur la base du BQE (bordereau des quantités estimatives))	5.0 %
2-Valeur technique	40.0 %
2.1-Pertinence et cohérence technique	20.0 %
2.2-Moyens matériels	10.0 %
2.3-RSE, pénibilité et insertion	10.0 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement	10.0 %

Pour les lots n°07, 08, 09 en ce qui concerne **les prestations de vitrerie**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations (analysé sur la base du BQE (bordereau des quantités estimatives))	50.0 %
2-Valeur technique	45.0 %
2.1-Personnel d'intervention	15.0 %
2.2-Moyens d'accès et équipements	15.0 %
2.3-Produits d'entretien	15.0 %
3-Performances en matière de protection de l'environnement	5.0 %

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours au plus tard** avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

Tél : 03 26 66 86 87
Télécopie : 03 26 21 01 87
Courriel : greffeta-chalons-en-champagne@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

Tél : 03 26 66 86 87
Télécopie : 03 26 21 01 87
Courriel : greffeta-chalons-en-champagne@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/>

8.3 - Organe chargé de la médiation

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

DREETS

102 rue de Richelieu

75002 Paris

Tél : 0153178784

Courriel : arnaud.lafont@finances.gouv.fr

Adresse internet (U.R.L) : <https://www.economie.gouv.fr/>